

Algérie 2014, retour au passé

Les élections ont provoqué la mobilisation de figures du régime, préparant la succession de l'intérieur, et des secteurs de l'opposition, jusqu'ici divisés par des fractures idéologiques.

Rafael Bustos

Les conditions qui ont entouré les élections présidentielles du 17 avril pourraient sembler normales aux observateurs de la politique algérienne, si ce n'était parce qu'elles se produisent trois ans après le début des *printemps arabes*. Un *Printemps arabe* qui n'a eu aucun impact direct sur la politique algérienne, mais qui a quand même eu une influence importante sur la vie politique du pays. Même si cette influence devait se limiter à l'effet réactif et défensif qu'il a produit parmi une bonne partie de sa classe politique.

L'absence d'une véritable mission d'observation électorale de l'Union européenne (UE), le retard dans la concession de visas de presse aux médias internationaux, les entraves et les obstacles aux journalistes et médias nationaux ne sont pas un fait nouveau en Algérie, mais ils nous font revenir aux pratiques habituelles dans le pays avant les soulèvements antiautoritaires. Ce qui est vraiment surprenant c'est qu'elles continuent à se produire maintenant, avec la même ou une plus grande intensité qu'auparavant, après avoir vu chuter des systèmes autoritaires dans des pays voisins. Mais ce qui est difficile à croire c'est qu'en plein 2014, un candidat infirme physiquement et mentalement soit présenté par délégation, que l'on organise une campagne virtuelle où le candidat n'apparaît même pas, tout cela afin d'élire pour la quatrième fois consécutive le septuagénaire (77 ans) et malade Abdelaziz Bouteflika. Il est invraisemblable qu'en plein XXI^{ème} siècle, l'Algérie, un pays jeune, extrêmement jeune avec un énorme potentiel, se voit obligé de confirmer au pouvoir une personne affaiblie qui ne se suffit pas à elle-même. Comme si les *printemps arabes* n'avaient pas renversé Zine el-Abidine Ben Ali (74 ans) en Tunisie et Hosni Moubarak (83 ans) en Égypte en 2011, les autorités algériennes s'entêtent à rééditer ou émuler l'Union soviétique de Iouri Andropov et Konstantin Tchernenko, dont les âges étaient même inférieurs lorsqu'ils ont assumé leur fonction et ils sont morts (68-70 ans et 73-74 ans respectivement).

Dans un premier lieu, les élections ont été entourées d'une certaine polémique et de doutes. Aux cours des mois

précédents, lorsque l'on ne savait pas encore si Abdelaziz Bouteflika serait candidat à sa propre réélection, des dizaines d'aspirants de toute part, beaucoup depuis la France, ont annoncé leur intention de se présenter. Des entrepreneurs milliardaires, des écrivains comme Yasmina Khadra, des hommes politiques comme Ahmed Benbitour ou Ahmed Ghazali, ainsi qu'un grand nombre de figures indépendantes se sont présentés pour cette fonction, bien qu'ensuite ils n'aient pas obtenus les avais nécessaires pour formaliser leurs candidatures. D'un autre côté, une aigre controverse a été dévoilée qui semblait entourer les services secrets (renseignement et police politique) et le cercle le plus proche de la présidence. Les déclarations des uns et des autres élevaient leur ton, faisant croire qu'il ne s'agissait pas d'une lutte de clans mais qu'une véritable course avait commencé où ils étaient nombreux à se disputer la meilleure place face à l'éventuelle succession à la tête de l'État. Les derniers mois de 2013 et les premiers de 2014 se sont déroulés dans un climat d'agitation médiatique qui réchauffait peu à peu l'ambiance électorale. Mais le 22 février 2014, une annonce formelle déclarait que le président sortant avait sollicité sa candidature à la présidence. La nouvelle est tombée comme un coup de massue et plusieurs aspirants de poids ont immédiatement communiqué qu'ils se retiraient de la course électorale (tel Ahmed Benbitour). Pour nombre d'entre eux, l'égalité et la transparence des élections n'étaient pas garanties si le président se présentait. Des personnalités comme l'ancien président Liamine Zeroual se sont prononcées contre. Tout de suite, un groupe de partis partisans du boycott a été formé, parmi lesquels se trouvaient plusieurs forces laïques et islamistes : Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Mouvement de la société pour la paix (MSP), Nahda, etc.

Un mouvement de protestation a commencé à bouillir au sein de la société civile, *Barakat* (Ça suffit), qui s'est organisé très rapidement contre le quatrième mandat de Bouteflika. Malgré la répression de leurs actes publics et manifestations, *Barakat* a très vite acquis une importance médiatique et un rôle important tout au

long du processus électoral. En mars, les noms des cinq rivaux de l'aspirant officiel furent annoncés : Ali Benflis, Louisa Hanoun, Fawzi Rebaine, Moussa Touati et Abdelaziz Belaïd. De par son expérience d'homme politique du Front de libération nationale (FLN) et ancien premier ministre, le seul capable de faire ombre à Bouteflika était Benflis, ainsi donc la campagne a multiplié les accusations contre ce candidat.

Une campagne ennuyeuse et qui mériterait d'être oubliée si ce n'est à cause des actions populaires de sabotage des événements programmés par l'équipe électorale du président. Celle-ci était composée par plusieurs ministres, dont Abdelmalek Sellal en tête, jusque-là premier ministre. En absence de Bouteflika, ils se sont déplacés dans tout le pays pour des réunions et des meetings, dont certains ont été violemment boycottés par la population qui a empêché l'arrivée du cortège électoral en coupant les routes (Béjaïa, Batna, Oum el Bouaghi, etc.). La presse n'a pu que très peu couvrir ces événements, étant donnée la lenteur de la concession des visas. L'UE n'avait pas non plus d'observateurs de longue durée sur le terrain puisque l'Algérie et Bruxelles n'étaient pas arrivées officiellement à un accord. Ils ont donc dû se contenter d'une mission technique très petite et de courte durée.

La couverture des médias a été très diverse. Tandis que la radio-télévision publique et certaines télévisions privées (el Nahar) présentaient une image de normalité et faisaient l'éloge des réussites de la longue présidence de Bouteflika (1999-2014), parmi lesquelles on remarque la pacification presque totale du conflit armé, les médias écrits privés soulignaient le peu d'intérêt que suscitait le processus, les activités du groupe de partis du boycott ou du mouvement *Barakat*.

Les résultats annoncés provisoirement par le Ministère de l'Intérieur et quelque peu revus de façon définitive par le Conseil Constitutionnel ont balayé tous les doutes : 80,53 % des voix pour Bouteflika, avec une participation de 51,70 %. Ali Benflis, le grand perdant, n'a pas dépassé 12,18 % des voix. Ceux qui avaient espéré une alternance ont dû faire face à ces données écrasantes.

Malgré tout, ces résultats camouflent une chute électorale significative en termes de votes reçus. Avec participation la plus faible jusqu'ici aux élections présidentielles, le nombre total de personnes ayant voté pour Bouteflika a été de 8,5 millions, quatre millions de moins qu'en 2009 et moins aussi que 10 ans auparavant (8,6 millions), lors des élections de 2004, lorsque les listes d'électeurs étaient beaucoup plus petites.

Le 22 avril, le Conseil Électoral d'Algérie a proclamé les résultats, non sans avoir rejeté auparavant la totalité des 94 recours présentés. Presque la moitié a été rejetée pour des raisons de forme et l'autre moitié pour des raisons de temps (hors délai). Cette institution, présidée par un homme de confiance du président, ancien ministre des Affaires Étrangères, Mourad Medelci, a revu à la baisse les résultats de participation. Cela peut sembler logique si l'on tient

Algérie : Résultats des élections présidentielles

Premier et unique tour (17-04-2014)

	Parti	N° de voix	%
Abdelaziz Bouteflika	FLN	8 531 311	80,53%
Ali Benflis	Indépendant	1 288 388	12,30%
Abdelaziz Belaïd	Front el Moustakbal	328 030	3,06%
Louisa Hannoun	Parti des Travailleurs	157 792	1,37%
Fawzi Rebaine	AHD-54	105 223	1,22%
Moussa Tuati	FNA	58 154	0,56%
TOTAL		10 468 848	

Source : Conseil constitutionnel d'Algérie.

compte du fait que le Conseil avait dû inclure les voix des Algériens résidant à l'étranger, dont le taux de participation était très faible, ce dont le ministre de l'Intérieur n'avait pas tenu compte au moment d'annoncer les résultats provisoires. Mais le plus surprenant dans ce nouveau calcul a été que le Conseil a ajouté des voix à tous les candidats sauf un, Abdelaziz Belaïd, auquel il a soustrait environ 15 000 voix (journal officiel *El Moujahid*, 23-04-2014). Peu importe la quantité, ce qui est incompréhensible c'est qu'après avoir ajouté les résultats de l'étranger, ce candidat ait finalement reçu moins de votes que ceux dont il jouissait avant cet ajout. Le fait est révélateur du comportement des institutions algériennes en matière électorale, de leur opacité et du peu d'intérêt qu'ils prêtent au moment de rendre des comptes.

La scène que nous laissent ces élections est assez paradoxale. Malgré la stabilité atteinte, l'objectif recherché et exalté par l'équipe électorale du président, ces élections ont provoqué deux genres de mobilisation. D'un côté, celle de certaines figures du régime qui tentent de préparer une succession de l'intérieur, peut-être à travers une réforme constitutionnelle instaurant la fonction du vice-président. De l'autre, le rejet général de ces élections a réussi à unir pour la première fois différents secteurs de l'opposition, divisés comme ils l'étaient jusqu'ici par des fractures idéologiques (islamique/laïc ou gauche/droite). La Coordination Nationale pour les Libertés et la Transition Démocratique a convoqué une grande conférence nationale pour le 10 juin à Alger, à laquelle sont appelés aussi bien les forces politiques du boycott, que les mouvements sociaux autour de *Barakat* et d'autres leaders individuels et historiques de l'opposition.

Reste à voir laquelle de ces deux dynamiques signalées aura le plus de succès, celle qui a lieu à l'intérieur du régime et qui aspire simplement à trouver une personne de rechange (et le mécanisme qui y est associé) pour le moment difficile de la substitution, ou alors celle qui se développe à l'extérieur du système et qui tente d'arriver à un pacte ambitieux, à un grand accord sur le changement politique dont l'Algérie a besoin et sur la nature du processus à mettre en marche. ■